

Distr.
GÉNÉRALE

CES/AC.68/2002/3
25 janvier 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

**COMMISSION DE STATISTIQUE et
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR
L'EUROPE**

**ORGANISATION DE COOPÉRATION
ET DE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUES (OCDE)**

**CONFÉRENCE DES STATISTIENS
EUROPÉENS**

**COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES (EUROSTAT)**

**Réunion commune CEE/Eurostat/OCDE
sur la comptabilité nationale
(Genève, 24–26 avril 2002)**

**UTILISATIONS DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE
AUX FINS DE L'ÉLABORATION DES POLITIQUES:
PERSPECTIVE DE L'OCDE**

Communication sollicitée de l'OCDE*

Le présent document commence par un résumé des changements survenus, au cours des 50 dernières années, dans la manière d'exploiter les statistiques de la comptabilité nationale. Il examine ensuite comment les données de la comptabilité nationale sont actuellement utilisées par le secrétariat de l'OCDE dans le cadre de son travail normal de suivi des évolutions économiques dans les pays membres et de formulation de recommandations concernant les politiques macroéconomiques et l'ajustement structurel. Les gouvernements mènent parallèlement un travail analogue de sorte qu'ils font de ces données à peu près le même usage que le secrétariat de l'OCDE.

* Établie par M. Derek Blades. L'auteur est chef de la Division des pays non membres, Direction des statistiques, OCDE. Les opinions exprimées sont les siennes et ne correspondent pas nécessairement à celles de l'Organisation.

Généralités

1. On constate une profonde évolution dans la manière dont les statistiques de la comptabilité nationale ont été exploitées depuis qu'elles sont largement disponibles, soit pendant les 50 dernières années. La présente section examine brièvement certains de ces changements. Elle ne traite que des pays qui ont utilisé une version quelconque du système de comptabilité nationale (SCN) et non la comptabilité du produit matériel (CPM) précédemment appliquée par l'Union soviétique et d'autres pays à économie planifiée.

2. Certains des premiers systèmes de comptabilité nationale ont été mis au point au Royaume-Uni afin de fournir une base empirique aux théories macroéconomiques élaborées dans les années 30 et 40 par Maynard Keynes et d'autres économistes européens ou américains. La comptabilité nationale servait à mettre en évidence les relations existant entre la consommation, l'investissement et l'épargne et la manière dont les gouvernements pouvaient en manipulant ces agrégats influencer l'activité économique globale, et en particulier le niveau d'emploi. Ces premiers comptes nationaux ont aussi été utilisés par Keynes dans un rapport intitulé «*How to pay for the war*», établi en 1940 à l'intention du Gouvernement britannique. Il y exposait comment les ressources pouvaient être réaffectées à la consommation publique en réduisant les investissements des entreprises et les dépenses des ménages.

3. Dans les années 50 et 60, un grand nombre de pays ont pu disposer de comptes nationaux. Ceux-ci servaient essentiellement à mesurer la «croissance économique» qui était alors devenue synonyme d'augmentation du PIB par habitant. À cette époque, plusieurs études importantes ont été publiées sur la manière dont la croissance du PIB variait d'un pays à l'autre et au fil des années¹. Quelles étaient les causes de ces différences et comment les pouvoirs publics pouvaient-ils accélérer la croissance du PIB? L'intérêt suscité alors par «la comptabilité de la croissance», c'est-à-dire l'identification des facteurs qui contribuent à l'augmentation du PIB, est toujours d'actualité. En 2001, le Centre de développement de l'OCDE a publié un gigantesque ouvrage d'Angus Maddison en matière de comptabilité de la croissance intitulé «L'économie mondiale: une perspective millénaire».

4. Dans les années 60 et 70, plusieurs pays en développement – l'Inde, l'Égypte et l'Algérie entre autres – ont fait l'expérience de la planification centralisée et certains pays de l'OCDE ont adopté à titre expérimental un mode moins strict de planification parfois appelée «indicative». Tous ces plans définissaient leurs objectifs en termes de croissance du PIB, de formation du capital, de production, de consommation et d'autres agrégats de la comptabilité nationale et ils faisaient souvent appel aux techniques d'entrées-sorties pour évaluer les ressources nécessaires à la réalisation des différents objectifs.

5. Dans les pays de l'OCDE du moins, la planification est passée de mode dès les années 80. On en est arrivé à considérer que le rôle économique des gouvernements consistait à créer des conditions macroéconomiques stables et à mettre en place un cadre réglementaire favorable à l'entreprise privée. Dans la suite de ce document, nous examinons la manière dont les statistiques de la comptabilité nationale sont actuellement utilisées par le secrétariat de l'OCDE, en liaison avec les pays membres, pour:

- Élaborer des politiques visant à maintenir des conditions *macroéconomiques* stables; et

- Créer des systèmes réglementaires appropriés par le biais de ce que l'on appelle généralement *l'ajustement structurel*.

6. Veuillez noter que les statistiques de la comptabilité nationale ont d'autres applications de politique générale importantes dont nous ne tiendrons pas compte ici. C'est ainsi que:

- Les politiques d'aide au développement comportent en général des objectifs pour les flux d'aide en pourcentage du PIB et l'efficacité des programmes d'aide peut être mesurée en fonction de l'impact qu'ils ont sur le PIB total ou par habitant des pays bénéficiaires;
- Les politiques industrielles destinées à encourager la croissance de tel ou tel type d'industrie manufacturière ou de services ont souvent recours aux tableaux d'entrées-sorties ou aux données sur la valeur ajoutée par type d'activité;
- Au sein de l'Union européenne, on se base sur le PIB par habitant pour recenser les pays (et les régions) qui ont besoin de fonds de développement;
- Le Pacte de stabilité de l'UE prévoit des objectifs pour les déficits publics et les niveaux d'endettement qui sont définis en se référant aux agrégats de la comptabilité nationale;
- Les programmes internationaux visant à réduire la pauvreté se fondent sur le PIB par habitant pour déterminer quels sont les pays à aider et pour mesurer l'efficacité des mesures d'atténuation de la pauvreté;
- La plupart des organisations internationales s'appuient sur les comptes nationaux pour calculer les quotes-parts des États membres.

7. En outre, le SCN, au sens large, comprend des **comptes satellites** qui sont expressément conçus pour servir d'instruments de décision aux pouvoirs publics: système de comptabilité de l'économie et de l'environnement de l'ONU, comptes de la protection sociale (Eurostat), comptes du tourisme (OCDE et Organisation mondiale du tourisme), comptes de la santé (OCDE) et comptes relatifs aux ressources naturelles qui ont été mis au point par plusieurs pays dont la France, la Norvège et les Pays-Bas. À ce jour cependant, peu de pays ont beaucoup progressé dans l'application des comptes satellites et l'utilisation des ces derniers à des fins de politique générale reste relativement limitée au sein de l'OCDE, à l'exception peut-être de la France et des Pays-Bas.

8. Enfin, des **matrices de comptabilité sociale** (MCS) ont été élaborées pour faire apparaître les relations entre les flux agrégés de revenu et la situation économique des divers groupes socioéconomiques. Comme les comptes satellites, elles n'ont jusqu'à présent été établies que par un cercle relativement restreint de pays, mais ceux qui l'ont fait (le Botswana, l'Indonésie et les Pays-Bas, par exemple) leur ont trouvé des applications de politique générale utiles, notamment dans le domaine de la répartition des revenus et de la politique en matière de protection sociale.

Politique macroéconomique

9. Dans la plupart des pays de l'OCDE, l'objectif principal des politiques macroéconomiques est de maintenir la croissance du PNB réel et de l'emploi à des niveaux compatibles avec une inflation faible ou nulle. Au sein de l'OCDE, les gouvernements n'accordent certes pas tous le même degré de priorité à l'emploi par rapport à l'inflation et l'on privilégie de plus en plus la durabilité des différentes formes de croissance plutôt que la croissance du PIB comme fin en soi. Néanmoins, dans la plupart des pays membres, l'objectif central de la politique macroéconomique est une croissance non inflationniste du PIB et de l'emploi.

10. Des instruments monétaires et budgétaires sont disponibles pour atteindre l'objectif d'une croissance non inflationniste. La manipulation des taux d'intérêt par les banques centrales est le principal instrument monétaire, tandis que les instruments budgétaires sont la fiscalité et les dépenses publiques².

Statistiques nécessaires pour la politique macroéconomique

11. L'élaboration d'une politique macroéconomique exige un suivi de l'évolution récente de la croissance du PIB, de l'emploi, de l'inflation et de variables apparentées, ainsi que la prévision de l'évolution probable de la situation au cours des 6 à 12 mois suivants. Le secrétariat de l'OCDE mène un travail de suivi/prévision pour les pays membres, dont les résultats sont publiés deux fois par an dans *«Perspectives économiques»*. Le modèle économétrique qui sert à établir les prévisions de l'OCDE est semblable à maints égards aux modèles mis au point par les pays membres eux-mêmes et est utilisé ici pour montrer le type de statistiques économiques sur lesquelles la politique macroéconomique se base en général (voir le tableau 1).

12. Les variables figurant dans le tableau 1 sont réparties de la manière suivante: emploi, revenu et inflation, indicateurs financiers, demande et production et indicateurs externes. Au sein de chaque catégorie, les variables tirées directement de la comptabilité nationale apparaissent en caractères ordinaires tandis que les variables d'autres provenances sont en italiques. Sur les 30 variables figurant dans le tableau, un peu moins de la moitié (14) proviennent directement de la comptabilité nationale. Deux éléments sont à signaler:

- La portée des variables extraites de la comptabilité nationale figurant dans le tableau 1 est assez limitée. Elle couvre le compte de biens et services à prix constants, les comptes du secteur des ménages jusqu'à l'épargne, les comptes des administrations publiques jusqu'à la capacité de financement («balance financière des administrations publiques») dans le tableau 1 et les comptes du reste du monde (pour obtenir la «balance des opérations courantes»). Si l'on convient que l'élaboration de la politique macroéconomique est l'une des principales utilisations de la comptabilité nationale, les éléments prioritaires du SCN sont alors les comptes de biens et services et les parties pertinentes des comptes du reste du monde et des comptes du secteur des ménages et du secteur des administrations publiques. C'est là l'une des principales considérations sur lesquelles s'est fondé le Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale pour fixer les Étapes de la mise en œuvre du SCN de 1995³.

- Plusieurs agrégats indiqués dans le tableau 1 n'apparaissent nulle part dans le SCN: la demande intérieure finale, qui est la somme des consommations privée et publique et de l'investissement brut en capital fixe, ainsi que la demande intérieure totale, qui inclut également la constitution de stocks. En outre, la ventilation de l'investissement brut en capital fixe entre investissements public, résidentiel (dans la construction de logements) et non résidentiel (construction de logements exceptée) ne peut être obtenue facilement à partir des comptes classiques du SCN. Le but des économistes est d'identifier les investissements des entreprises, c'est-à-dire non résidentiels et non publics, mais ces investissements n'apparaissent pas en tant que tels dans le SCN. De toute évidence, il y a un écart entre ce que veulent les économistes et ce que le SCN de 1995 est en mesure de leur offrir.

13. Les modèles macroéconomiques basés sur les catégories de statistiques énumérées dans le tableau 1 fournissent un cadre à moyen terme pour la politique macroéconomique. Mais les banques centrales et les ministères des finances doivent prendre leurs décisions avant que les valeurs de bon nombre des variables mentionnées dans le tableau 1 ne soient connues. Même dans les pays où les comptes nationaux trimestriels sont communiqués peu de temps après la fin d'un trimestre, les variables de la comptabilité nationale énumérées dans le tableau 1 sont en général les dernières à arriver. La politique macroéconomique à court terme et la politique des taux d'intérêt en particulier risquent donc de ne pas pouvoir tirer grand parti des statistiques de la comptabilité nationale. Les décisions de politique générale se fondent plutôt sur des statistiques rapidement disponibles telles que l'indice des prix à la consommation (ou un indice de l'inflation de base), les statistiques de l'emploi et du chômage, les coûts unitaires de la main-d'œuvre et les «indicateurs de confiance» provenant d'enquêtes de conjoncture. Ces dernières prennent de plus en plus d'importance dans plusieurs pays de l'OCDE. L'enquête Tankan au Japon est suivie de près par la banque du Japon, la Purchasing Managers Survey influe sur les décisions concernant les taux d'intérêts du Federal Reserve Board des États-Unis et les résultats de l'enquête de l'IFO (Institut de Munich) sont étudiés attentivement par la Banque centrale européenne. La valeur particulière de ces enquêtes tient au fait que leurs résultats sont rapidement disponibles, que les informations sont recueillies auprès d'acteurs économiques clefs et qu'elles sont prospectives en ce sens qu'elles informent au sujet des intentions du milieu des affaires concernant l'emploi, la production et l'investissement dans un proche avenir.

Tableau 1. Comptes nationaux et autres variables économiques utilisés dans les prévisions semestrielles de l'OCDE ⁴	
Emploi, revenu et inflation	<i>Emploi</i> <i>Taux de chômage</i> <i>Rémunération par salarié</i> <i>Coût unitaire de la main-d'œuvre</i> <i>Productivité du travail</i>
Indicateurs financiers	Taux d'épargne des ménages Balance financière publique Balance des opérations courantes Taux d'intérêt à court terme Taux d'intérêt à long terme

Demande et production	Consommation privée Consommation publique Investissement brut en capital fixe Public Résidentiel (dans la construction de logements) Non résidentiel (construction de logements exceptée) Demande intérieure finale Constitution de stocks Demande intérieure totale Exportations de biens et services Importations de biens et services PIB aux prix du marché
Indicateurs externes	<i>Exportations de marchandises</i> <i>Importations de marchandises</i> <i>Invisibles, net</i> <i>Balance des paiements courants</i> <i>Volumes des exportations de marchandises</i> <i>Volumes des importations de marchandises</i> <i>Résultats à l'exportation</i> <i>Termes de l'échange</i>

Politiques d'ajustement structurel

14. Les politiques d'ajustement structurel peuvent s'appliquer à n'importe quel domaine au sujet duquel les gouvernements promulguent des lois pour réglementer le comportement économique, social ou écologique des ménages ou des entreprises. Elles sont classées ici de la manière suivante:

- Celles qui améliorent l'efficacité des marchés du travail, des capitaux et des produits;
- Celles qui améliorent le rapport ressources investies-résultats des services de santé, d'éducation et de protection sociale assurés par l'État;
- Celles qui visent à garantir la durabilité de la croissance économique pour les générations futures.

15. Depuis plusieurs années déjà, les *Études économiques* publiées périodiquement par l'OCDE sur ses États membres passent en revue les ajustements structurels apportés récemment par les pays membres, recense les manques d'efficacité qui subsistent et suggère des mesures concrètes pour y remédier. Afin d'illustrer ce que recouvre l'expression «*ajustement structurel*», le tableau 2 énumère un certain nombre de points qui ont été examinés dans les récentes *Études économiques* portant sur l'Australie, la Corée, les États-Unis et la Pologne.

Tableau 2. Type de questions abordées au titre des politiques d'ajustement structurel dans les pays de l'OCDE

<i>Domaines d'ajustement structurel</i>	<i>Exemples de mesures recommandées</i>
Marchés du travail	Décentraliser la fixation des salaires. Veiller à ce que les salaires minimums n'évincent pas du marché les travailleurs peu qualifiés. Accroître la flexibilité du temps de travail. Améliorer l'éducation et la formation.
Marchés des capitaux	Améliorer le fonctionnement du marché de la dette publique. Améliorer le contrôle bancaire en adoptant des normes internationales pour le classement des prêts, les provisions pour pertes au titre des prêts et la comptabilité. Encourager les apports d'investissements étrangers directs. Réduire la participation des pouvoirs publics dans le secteur bancaire.
Marchés des produits	Réduire le nombre des entreprises publiques grâce à des mesures de privatisation. Veiller à ce que les réglementations en matière de santé et de sécurité ne créent pas d'obstacles au commerce. Réduire l'aide aux agriculteurs. Réduire les tarifs douaniers sur les marchandises fortement taxées.
Fourniture par l'État de services de santé, d'éducation et de protection sociale	Améliorer les soins de santé pour les adultes démunis. Intensifier les efforts faits par les pouvoirs publics pour dispenser des cours d'anglais aux adultes. Plafonner la valeur des logements occupés par leur propriétaire à laquelle ne s'applique pas le critère de richesse aux fins du calcul des prestations de retraite. Simplifier la législation fiscale s'appliquant aux retraités.
Durabilité/environnement	Introduire un système national de plafonnement des émissions et d'échange de droits d'émission pour le CO ₂ . Réduire l'utilisation des pesticides et des engrais qui dégradent l'environnement. Envisager l'introduction d'une taxe sur le carbone pour tous les produits énergétiques carbonés, y compris le charbon et le gaz naturel.

Statistiques nécessaires pour les politiques d'ajustement structurel

16. L'élaboration de politiques d'ajustement structurel exige en général que l'on dispose d'une vaste gamme de statistiques spécialisées. Très peu d'entre elles proviennent de la comptabilité nationale. Elles sont plutôt tirées des fichiers administratifs tenus par les ministères de l'éducation, de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, des transports et de l'énergie ou de données compilées par les banques centrales ou des autorités fiscales. Mais même si la comptabilité nationale et les politiques d'ajustement structurel ont peu de rapports entre elles, cela ne signifie pas que les données issues des comptes nationaux ne présentent aucun intérêt pour ces politiques.

17. En premier lieu, on se réfère fréquemment aux statistiques concernant le PIB pour évaluer la performance relative des pays dans de nombreux domaines d'action. Les gouvernements démocratiques ne sont généralement pas indifférents aux rapports qui indiquent que leurs résultats sont meilleurs ou pires que ceux de leurs voisins. Cette constatation vaut particulièrement pour les États membres de l'Union européenne. Des indicateurs basés sur le PIB sont souvent utilisés pour évaluer les points forts et les faiblesses relatives et repérer les domaines où une action corrective pourrait être requise. C'est ainsi que:

- *L'intensité énergétique et l'intensité de CO₂* sont d'importants indicateurs pour évaluer la durabilité de la croissance économique et pour montrer, respectivement, les quantités d'énergie primaire consommée et celles de dioxyde de carbone émises, par unité de PIB;
- Les montants des ressources publiques allouées à la santé, à l'éducation et à la défense en pourcentage du PIB servent souvent de base pour identifier les pays qui consacrent des sommes exceptionnellement élevées ou faibles à ces divers services;
- *Le niveau d'imposition par rapport au PIB* (impôts plus charges de sécurité sociale en pourcentage du PIB) est utilisé pour évaluer si le fardeau fiscal risque d'asphyxier les entreprises ou de décourager les investissements étrangers;
- Le taux d'investissement étranger direct (en pourcentage du PIB) est l'indicateur permettant d'identifier les pays où il se peut que les régimes fiscaux ou en matière d'investissement aient un impact négatif sur les investissements étrangers.

18. Deuxièmement, les techniques de comptabilité de la croissance sont couramment utilisées pour répertorier les facteurs socioéconomiques qui peuvent contribuer à la croissance économique et, partant, pour identifier les domaines où des ajustements structurels s'imposent. Les gouvernements des pays membres ont récemment demandé au secrétariat de l'OCDE d'analyser les causes à l'origine des différences de résultats en matière de croissance dans la zone de l'OCDE et de recenser les facteurs, institutions et politiques qui pourraient améliorer les perspectives de croissance à long terme. Diverses techniques économétriques ont été appliquées dans cette étude mais l'approche de base consistait à déterminer tout d'abord la mesure dans laquelle la croissance du PIB pouvait être expliquée par l'augmentation des apports de travail et de capital puis d'examiner comment la partie restante de la croissance du PIB («productivité multifacteurs») pouvait être attribuée à des facteurs tels que les dépenses consacrées à la recherche-développement, la variabilité et le niveau de l'inflation, les ressources allouées

à l'éducation, la fiscalité, l'investissement dans les infrastructures, l'ouverture au commerce extérieur, etc.

19. Troisièmement, les données concernant la croissance du PIB peuvent servir à mesurer les avantages qui découlent des politiques d'ajustement structurel. Les bénéfices tirés des différents niveaux de libéralisation du commerce sont parfois évalués en termes de croissance additionnelle du PIB pour les pays participants. Le secrétariat de l'OCDE a mis au point des indices synthétiques mesurant l'étendue des réglementations dans ses pays membres⁵ et ces indices sont mis en regard des taux de croissance du PIB pour montrer les gains potentiels découlant de la déréglementation par une méthode de régression.

Résumé

20. Cette note succincte a examiné la manière dont les statistiques de la comptabilité nationale sont utilisées par le secrétariat de l'OCDE à des fins de politique économique. S'il est vrai que le personnel de l'OCDE ne prend pas directement des décisions de politique générale, il est manifeste que son travail d'analyse et de prévision exerce une influence sensible sur la formulation des politiques dans les capitales des pays membres. En outre, les techniques d'analyse et de prévision appliquées par le secrétariat de l'OCDE sont reflétées dans celles des pays membres. L'utilisation qui est faite des statistiques de la comptabilité nationale à l'OCDE fournit donc une base d'appréciation satisfaisante de l'usage plus général de ces données dans la région de l'OCDE.

21. La politique économique dans les pays de l'OCDE comporte deux volets principaux: la politique macroéconomique est menée en utilisant des instruments monétaires et budgétaires – intervention sur les taux d'intérêt et modification de la pression fiscale et du volume des dépenses publiques; des *ajustements structurels* sont introduits en modifiant les réglementations régissant les marchés du travail, des produits et du capital, en améliorant l'efficacité de la gestion des services publics et en prenant des mesures pour assurer la durabilité de la croissance sur le plan écologique par l'«internalisation» des effets externes associés à la consommation de ressources non renouvelables et à la pollution de l'air et de l'eau.

22. La comptabilité nationale est utilisée pour établir le cadre à moyen terme de la planification des politiques monétaire et budgétaire et à en contrôler l'efficacité. Les données concernées proviennent d'une partie restreinte du SCN – en l'occurrence, les dépenses finales exprimées en pourcentage du PIB à prix courants et constants, le compte du reste du monde et les comptes du secteur des administrations publiques et du secteur des ménages. Il est essentiel que les pays, lorsqu'ils élaborent leur système de comptabilité nationale, produisent des estimations fiables de ces agrégats et les diffusent en temps voulu.

23. En général, la comptabilité nationale et les politiques d'ajustement structurel ne se recoupent guère, ces dernières étant habituellement basées sur une analyse de statistiques détaillées et spécialisées, dont beaucoup proviennent de sources administratives. Néanmoins, la comptabilité nationale joue un rôle important dans la normalisation de ces données qui permet des comparaisons entre les pays. Dans la plupart des pays membres de l'OCDE, et en particulier au sein de l'UE, les décideurs sont soucieux d'assurer la convergence vers la norme du groupe. Les mesures exprimées sous la forme de pourcentages ou parts du PIB sont indispensables à cet effet. Les statistiques de la comptabilité nationale sont également des apports indispensables

pour les études de comptabilité de la croissance qui sont utilisées pour identifier les facteurs institutionnels et sociaux et les politiques économiques qui contribuent à une augmentation de la croissance. Des politiques d'ajustement structurel peuvent alors être élaborées pour encourager les institutions ou d'autres facteurs favorisant la croissance et pour décourager les arrangements sociaux et institutionnels qui font obstacle.

24. Les statistiques de la comptabilité nationale s'appliquant à l'ajustement structurel sont là encore assez limitées. Pour normaliser les principales statistiques, des mesures solides du PIB sont nécessaires à prix courants et constants. Elles doivent être solides en ce sens que tant les niveaux que les taux de croissance doivent être fiables. Des modalités appropriées de conversion des monnaies – c'est-à-dire des *parités de pouvoir d'achat* – sont également requises. En outre, les études comptables sur la croissance utilisent souvent la valeur ajoutée par type d'activité en tant que variable dépendante plutôt que le total du PIB, bien que le degré de détail ne dépasse généralement pas le niveau à un chiffre de la CITI ou l'équivalent.

Notes et références

¹ Voir, par exemple, Simon Kuznets. *Modern economic growth: Rate, structure and spread*. New Haven: Yale University Press, 1966 et Edward Denison, *Why Gross Rates differ*, Brookings Institution, Washington D.C., 1967.

² Le recours à des instruments tant monétaires que budgétaires est maintenant restreint pour les 11 pays de la zone euro. Les taux d'intérêt sont contrôlés par la Banque centrale européenne (BCE) et le Pacte de stabilité restreint les dépenses publiques en limitant les déficits budgétaires à un pourcentage donné du PIB. En fait, la politique macroéconomique des 11 pays de la zone euro relève désormais largement de la BCE.

³ Les *Milestones* (Étapes) ont été désormais remplacés par une série de critères d'application fondés sur les nouvelles caractéristiques du SCN de 1995. Si ces critères évaluent précisément la mesure dans laquelle les pays se conforment au SCN plutôt qu'à un système antérieur, ils ne fournissent aucune orientation (contrairement aux *Milestones*) aux pays pour planifier la mise en œuvre du nouveau système.

⁴ La terminologie utilisée dans le tableau 1 est directement extraite des *Perspectives économiques* de l'OCDE. Les termes qui ne sont pas employés dans le SCN sont les suivants: *balance financière publique*, *constitution de stocks*, *investissement brut en capital fixe* et *consommation privée*. La plupart des économistes anglophones gardent une préférence pour ces expressions traditionnelles par rapport aux termes plus précis – mais souvent pédants – qui figurent dans le SCN.

⁵ Les indicateurs synthétiques se fondent sur la base de données de l'OCDE relative à la réglementation – www.oecd.org/subject/regdatabase. L'élaboration des indicateurs est expliquée dans *Summary Indicators of Product Market Regulation with an Extension to Employment Protection Legislation*, Giuseppe Nicoletti, Stefano Scarpetta et Olivier Boylaud, document de travail n° 226 du Département de l'économie, OCDE, Paris 2000.